AUCUN TEXTE NE LES PROTÈGE

Les enfants livrés à eux-mêmes dans le cyberespace

Combien d'enfants algériens sont-ils tombés aux mains de prédateurs qui se cachent derrière leur PC ? Aucune statistique n'est disponible mais le constat est accablant : aucun texte n'oblige les gérants des cybercafés à interdire l'accès aux jeunes enfants qui, dans ces lieux, accèdent à tous les sites sans surveillance. Aucune campagne de sensibilisation aux dangers liés à l'existence de réseaux pédophiles n'a été initiée jusque-là. Les spécialistes tirent la sonnette d'alarme. Ce n'est qu'hier qu'un groupe de travail a engagé la réflexion.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Il a fallu que l'Union internationale des télécommunications (UIT) place la célébration de la Journée des télécommunications sous le signe de la protection des enfants dans le cyberspace pour que les responsables algériens se penchent sur la question. L'occasion de mesurer le chemin qui reste à parcourir pour mettre en place les outils indispensables pour la préservation des jeunes enfants qui sont de plus en plus attirés par le monde virtuel.

Premiers à être pointés du doigt, les gérants des cybercafés qui laissent surfer des enfants pendant des heures mais disent ne pas être responsables du choix des sites des internautes. Et c'est justement à ce niveau que beaucoup d'intervenants préconisent d'agir. Ils recommandent de durcir la législation permettant l'ouverture des cybercafés et de responsabiliser les gérants de ces derniers. D'autres pensent que les jeunes enfants ne doivent accéder au cybercafé qu'accompagné d'un adulte. Comme les foyers sont de plus en plus connectés, les parents sont également interpellés. Les spécialistes le répètent sans cesse : la navigation des jeunes enfants ne peut se faire sans contrôle tant les dangers sont multiples. C'est dans cet esprit qu'a été signée, hier, une convention entre les ministres de la Poste, de l'éducation et celui de la Famille, portant sur l'installation d'un groupe de travail en charge de faire des propositions pour «informer et sensibiliser les enfants sur leur vulnérabilité et des risques qu'ils encourent, inciter les parents à la vigilance et développer des outils pour minimiser les risques».

Une charte a également été signée entre le ministère de la Poste, la Fédération des parents d'élèves, les représentants des fournisseurs d'accès et les représentants des gérants des cybercafés. Chacune de ces parties s'engage à faire en sorte de sensibiliser sur les dangers qui guettent les enfants. Elle préconise la mise en place de programmes de filtrage pour bloquer l'accès aux sites qui font l'apologie de la violence, du racisme ou qui sont à caractère pédophile. D'ailleurs, l'association algérienne des fournisseurs des services Internet s'est engagée à fournir gratuitement des solutions logicielles de protection des mineurs et de contrôle parental à tous les abonnés.

N. I.

BENBITOUR À BOUMERDÈS :

«Développer les ressources humaines pour remplacer les ressources naturelles»

«D'ici 2020, l'Algérie aura des problèmes», dira Benbitour avec les étudiants de la faculté des sciences de l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès. Intervenant sur le thème qui lui a été dévolu l'Algérie de l'après-pétrole, l'ancien chef de gouvernement qui était l'invité du club scientifique de l'Université, préconise le développement des ressources humaines, le développement technologique et l'innovation pour remplacer les ressources naturelles. L'ancien chef de gouvernement se trouvant dans une institution de savoir, a axé sa conférence sur le thème du développement durable en insistant sur les énergies renouvelables. Pour l'orateur, qui est intervenu dans une salle archicomble, le développement économique, technologique, social ne va pas sans la liberté et la démocratie. Il a déploré, par ailleurs, la mauvaise répartition de la population sur le territoire national. Il estime que ce n'est pas une bonne chose que 80% de la population habite une bande territoriale de 20% seulement du territoire nationale.

M. Benbitour, qui se revendique du camp des démocrates donc de l'opposition au gouvernement actuel, est resté, le long de son intervention et du débat qui s'en était suivi, assez prudent. Pourtant, l'orateur avait la sympathie enthousiaste de l'auditoire très nombreux et de qualité. Cependant, il ne s'est pas empêché de lancer des flèches en direction du pouvoir qui, d'après lui, n'a pas de stratégie de développement ni de cohérence et encore moins de solidarité dans son travail. «Dans le même gouvernement il y a ceux qui parlent d'une stratégie et ceux qui parlent d'une autre stratégie», dira-t-il. A noter que les questions des étudiants furent nombreuses. Les intervenants cherchaient des réponses d'un homme politique mais aussi d'un scientifique pour lequel ils ont une estime non démentie.

Abachi L.

À L'APPEL DE LEUR SYNDICAT

Les psychologues entament une série de sit-in

Le Syndicat national des psychologues (Snapsy), qui s'est réuni en assemblée générale extraordinaire le jeudi dernier au CPMC Mustapha-Pacha, à Alger, pour évaluer la grève cyclique déclenchée depuis le 18 avril dernier et arrêtée suite à une décision de justice, a décidé d'observer des sit-in cycliques les dimanche et mardi devant le ministère de la Santé et la direction générale de la Fonction publique.

Selon Khaled Keddad, le président du Snapsy, le recours aux rassemblements de protestation est le seul moyen d'attirer l'attention des pouvoirs publics. Le syndicaliste dira que les pouvoirs publics les poussent à déclencher des grèves et ils sont à chaque fois poursuivis en justice. «Le droit à la grève en Algérie est un droit bafoué», soutient M. Keddad. Ainsi, le Snapsy a décidé d'agir autrement, à savoir de sortir dans la rue et d'organiser des sit-in devant les deux institutions concernées.

Le président du Snapsy estime que les pouvoirs publics n'acceptent pas qu'on porte les problèmes dans la rue. Il ajoutera que les autorités n'ont répondu aux revendications des hospitalo-universitaires que suite aux sit-in observés par les étudiants en sciences médicales. Les psychologues veulent tout simplement mettre devant ses responsabilités le ministère de tutelle qui s'est engagé à défendre l'accord qu'il a signé avec le syndicat pour la classification du psychologue à la catégorie 13 au lieu de la 12.

Le ministre de la Santé, dans une commission ad hoc installée le 25 janvier dernier, s'est désengagé et a informé les psychologues que cette classification est une exigence de la Fonction publique.

Le Snapsy reproche à la tutelle de ne pas avoir épuisé toutes les voies pour la satisfaction de cette revendication. Les psychologues revendiquent un statut digne, conformément à l'accord signé en septembre 2008 entre le Snapsy et le ministère de la Santé et l'ouverture immédiate de négociations sur le régime indemnitaire. Au moment où les hospitalo-universitaires bénéficient de l'attention des pouvoirs publics, ces derniers semblent désormais n'avoir aucune ambition pour les psychologues.

S. A.

TLEMCEN

Trafic de drogue : démantèlement d'un réseau international

Les services de sécurité de la wilaya de Tlemcen viennent de frapper un grand coup en démantelant un important réseau de trafiquants de drogue. Dans la journée du 9 mai, une voiture de type Master 16, en provenance d'Oran allant en direction de Maghnia, a été signalée aux services de sécurité. Ces derniers, en civil, postés sur l'axe Remchi-Sidi Ahmed ont pu localiser le véhicule suspect et l'ont suivi jusqu'à Remchi.

Pour ne rien laisser au hasard, les services de sécurité ont fait appel à la brigade canine avant d'immobiliser le véhicule en plein centre de Remchi. Les éléments de la 12e unité républicaine ont pu découvrir 3 quintaux de kif dans le véhicule immatriculé dans la wilaya d'Alger. Le conducteur du Master a été appréhendé et a révélé l'existence d'un réseau composé de quatre autres personnes en fuite. Les premiers éléments de l'enquête ont permis la localisation d'un autre véhicule du même type, dans la wilaya de M'sila, dans la commune de Sidi-Aïssa exactement, qui faisait déjà l'objet d'une enquête administrative pour défaut de papiers (documents falsifiés).

Les enquêteurs de Tlemcen se sont déplacés à M'sila pour un complément d'enquête. La fouille du véhicule saisi par la brigade de gendarmerie de Sidi-Aïssa (M'sila) s'est avérée fructueuse, et pour cause, 290 kg de kif étaient dissimulés dans des endroits inaccessibles du Master 16.

Selon les premières constatations, il s'agit là bel et bien d'un réseau international de trafic de drogue, le procédé utilisé par les narcotrafiquants révèle une toute autre stratégie pour l'acheminement de la drogue vers l'Europe. En effet, la marchandise prohibée venait de l'Est pour être probablement acheminée vers le port de Ghazaouet. Ce stratagème n'a pas été payant pour les barons de la drogue, car le flair et l'expérience des éléments de la police judiciaire ont mis en échec cette nouvelle tentative qui veut faire de l'Algérie un centre de transit de la drogue destinée à l'Europe de Bruxelles, dont certains pays ont dépénalisé la consommation du haschisch.

M. Zenasni

DÉCÉDÉ SUITE À UNE LONGUE MALADIE

Boualem Bouzidi inhumé hier

En présence d'une foule nombreuse, dont des personnalités syndicales et politiques, Boualem Bouzidi, membre de la CEN de l'UGTA et du conseil national du RND, a été inhumé hier au cimetière de Sidi-Fredj à Staouéli à l'ouest de la capitale.

Décédé avant-hier, quelques heures après avoir subi une opération chirurgicale, Boualem Bouzidi a eu un dernier hommage de la part de ses camarades syndicaux de l'UGTA mais également de ses pairs du RND. Parlementaire pour la seconde fois sous la bannière du parti d'Ahmed Ouyahia, le défunt occupait plusieurs responsabilités syndicales au sein de la direction nationale de l'UGTA, dont la dernière en date, secrétaire national chargé des conflits sociaux.

Au cimetière de Sidi-Fredj, Abdelmadjid Sidi Saïd, Ahmed Ouyahia, Abdelkader Bensalah, Mokdad Sifi, des personnalités politiques du FLN, du PT, des secrétaires généraux d'unions de wilaya et de fédérations et des syndicalistes de base ont accompagné le défunt à sa dernière demeure. Il est à rappeler que feu Boualem Bouzidi avait fait partie de la première direction nationale du RND.

A. B.